

Bonjour, bonsoir ou bon matin!

Et si... 2023 ne ressemblait pas au monde de 2022?¹

Partageons, contemplons, cultivons, accueillons, prenons soin, résistons et "changeons radicalement le système pour construire un monde basé sur la soutenabilité écologique et la justice sociale"²

"Préfigurons" également, à l'image des bifurqueur·euses, "c'est-à-dire comment nous pourrions vivre autrement, ici et maintenant, agir sans attendre comme si nous étions déjà libres" !³



(1) Détournement du titre "Et si...le monde d'après ne ressemblait pas au monde d'avant" écrit lors des confinements et couvre-feux.

(2) Citation de "Et si...le monde d'après ne ressemblait pas au monde d'avant".

(3) <https://www.politis.fr/articles/2022/12/corinne-morel-darleux-on-peut-semerveiller-du-monde-tout-en-sinquietant-pour-lui/>

Les sujets de la plénière :

Entretien de la Maison des citoyen·nes

Nous utilisons régulièrement, avec l'Eucalyptus, ce lieu, dont les sanitaires. Le ménage n'est presque jamais fait sauf par Homogène.

[Pour information les personnes qui participent à l'atelier danse le dimanche matin font le ménage du sol à chaque session ;-) (aspirateur + serpillière!) avant et après]

Proposition de J. à soumettre au prochain conseil d'administration du Collectif pour une Terre plus Humaine :

Le ménage complet (sanitaire + balayage voire serpillière) sera fait une fois par mois soit par l'Eucalyptus, soit par Alternatiba dont les collectifs invités soit par le reste du collectif Pour une Terre plus Humaine. Cela nous fait un ménage par trimestre.

Autres propositions :

- Autogestion par les personnes qui utilisent la maison de citoyen·nes en indiquant sur une feuille la date du ménage.
- Rappeler à chaque plénière que nous utilisons cette salle et qu'elle doit être nettoyée.
- Alternatiba s'engagerait à faire le ménage 3 fois par an, 15 minutes avant, pendant ou après la plénière ?

Autres points évoqués :

Affichage qui ne rebute pas, donne l'information. Nécessité de disposer d'informations pratiques : savoir où se trouve le matériel. Deux personnes du Collectif pour une Terre plus humaine sont mandatées pour s'occuper des locaux.

La suite :

Pas d'urgence ni d'impératif pour le prochain CA du Collectif pour une Terre plus humaine, **vendredi 27 janvier de 18h et 20H30 à la maison des citoyen·nes.**

A rediscuter en plénière avant une prise de décision.

Nos liens avec le Collectif pour une Terre Plus Humaine

- La conférence sur les cycles de l'eau que nous avons programmée avec l'hydrologue Jonathan Schuite est en train d'être reprogrammée pour début 2023... à suivre!

- Proposition d'une tempête de cerveaux pour réfléchir au sujet du prochain Festisol. Le Festisol, *Festival des Solidarités* est un événement national organisé par le Collectif pour une Terre plus humaine en Sarthe.

- Se rencontrer avec les associations et membres du Collectif pour une Terre plus humaine :

Le ménage peut-il créer une dynamique de rencontre?

Atelier de fabrication de produits ménagers?

Nous proposons d'inviter les membres du Collectif pour une Terre plus humaine aux ciné-débats.

- Réservation des salles : Alternatiba réserve des salles ainsi que les collectifs issus d'Alternatiba. Idée qu'ils s'autonomisent et intègrent le Collectif pour une Terre plus humaine. Cependant, l'adhésion au Collectif pour une Terre plus humaine nécessite une cotisation de 45 euros... et ne

prévoit l'adhésion que des associations, non des collectifs!

Ciné discussion pour l'émancipation + atelier danse + repas partagé

Pour vous donner envie ou apporter de nouvelles propositions de films à visionner ensemble, voilà un PAD qui liste déjà une bonne quantité de propositions :
<https://annuel2.framapad.org/p/cine-discussion-pour-l-emancipation-9xnl?lang=fr>

Idées pour la suite :

- faire une affiche de la programmation des cinés/écoutes/lectures-discussions à scotcher à l'entrée de la maison des citoyen·nes
- faire une liste mail des cinés/écoutes/lectures-discussions pour l'émancipation
- amener de la documentation (brochures, tracts, bouquins, etc) à partager sur une table avant chaque projection/écoute

Prochaines dates :

- Dimanche 22 février : atelier danse + repas partagé + ciné discussion histoire de l'anarchisme
- Dimanche 12 février : consacrer un temps d'atelier complet à comment pratiquer la langue orale et écrite (et signée?!) avec inclusivité. Piste : <https://www.binge.audio/podcast/les-couilles-sur-la-table/masculin-neutre-ecriture-exclusive-1-2>

Existe-t-il des documents/ouvrages de références en la matière? Nous sommes preneurEUSEs!

Contact : alternatiba72-lemans@riseup.net

"Le Mans fait sa révolution énergétique"*, ah?!

**d'après le maire du Mans*

Quelques personnes se sont réunies et se réuniront à nouveau pour aller plus loin sur le sujet, décortiquer l'article (accessible ici <https://www.lemans.digitomag.com/omans419.php>) et l'articuler autour des tromperies.

L'objectif est, dans un premier temps, d'obtenir davantage d'informations et d'explications. Le moyen : une lettre de questions à l'attention de Le Mans Métropole.

Le 16 janvier, le secrétariat du Maire du mans a fait savoir que ce dernier "a bien reçu [notre] mail du 30 décembre 2022 concernant [notre] intérêt et [nos] questions du projet Méga Pole : une révolution énergétique. Une réponse est en cours de traitement afin de répondre à [notre] demande."

Propositions de membres du collectif

Proposition d'une conférence discussion avec Karl Zimmer concernant une émeute au Mans en 1839

Proposition d'une objet-thèque

Proposition de rédiger des parcours de vie synthétique anonyme pour exprimer ce que signifie concrètement le patriarcat.

Luttes locales

Trangé inTranquille !

"Non au projet 18 000 canards à Trangé"

Un collectif de riverain·es s'organise contre ce projet écocidaire. Après une rencontre avec les maires, élu·es et secrétaires des communes de Trangé et la Milesse, le collectif a appelé à se rassembler en nombre au conseil municipal de Trangé le 6 décembre. Iels appellent également à signer la pétition en ligne : <https://www.mesopinions.com/petition/animaux/aux-tueries-industrielles-canards/193544>

Le permis de construire a été refusé sous conditions. Cependant, une nouvelle demande de permis satisfaisant aux conditions de refus a été déposé à Le Mans Métropole via la Mairie de Trangé. Le porteur de projet pourrait également déplacer son projet. Qu'en est-il des études d'impact environnementales?

<https://www.ouest-france.fr/pays-de-la-loire/trange-72650/trange-futur-elevage-de-18-000-canards-le-permis-de-construire-a-ete-refuse-fe3689bc-8dcb-11ed-9545-6a86069fe887>

La lutte continue !

Non au projet d'entrepôt logistique géant à Trangé

Description du projet et état de la situation :

bâtiment(s) = 35000 mètres carrés en plein champs, emprise au sol = 8 ha, hauteur de 14 mètres (4 étages). Comporterait des produits dangereux et à proximité d'un entrepôt contenant des produits explosifs.

Porté par une multinationale états-unienne.

Peu d'informations à la population, hormis un affichage municipal.

Avis favorable sous réserves donné par la mairie de Trangé. Les réserves de la mairie sont accessoires (ex : couleur des bâtiment). Attente de la décision du préfet.

Un collectif de riverain·es très engagé·es s'est constitué avec le soutien de *Stop Amazon 72*. Il est possible de les rejoindre.

Contact à l'adresse suivante : nonentrepottrange@proton.me

Actions passées et à venir :

- une conférence de presse samedi 7 janvier à 14h30 avec plusieurs représentées dans une prise de parole collective
- une réunion publique sur le sujet à Trangé samedi 14 janvier : 100 personnes présentes.
- la suite : pétition, interpellation des éluEs, contact des médias...

Du lien pas des bracelets

Le collectif se réunira **lundi 6 mars à 18h30 à la maison des citoyen·nes** pour poursuivre ses actions et maintenir une veille pour parer à toute velléité du Conseil départemental de la Sarthe de relancer son projet actuellement suspendu d'équiper les collégien·nes sarthois·es de bracelets électroniques.

Pour rappel, [leur communiqué appelant à s'organiser est à lire ici](#).

STOP 24H

Les amiEs du collectif partagent leurs 24 bonnes raisons de s'opposer aux courses motorisées et à leur monde et en parle sur Radio Alpa dans l'émission Intersection :

<https://radioalpa.com/podcasts/intersection-s01e11/>

manifeste : 24 bonnes raisons de stopper les 24h du Mans et toutes les courses motorisées sur le circuit

- 1 - Le bruit produit par le circuit 260j/an pour les riverainEs et jusqu'au centre du Mans.
- 2 - la pollution des véhicules : en 2016, 48000 morts dues aux particules fines (source Santé publique France)
- 3 - La mortalité routière est responsable de 3000 morts par an, en France
- 4 - Voiture rime avec déforestation : encore 15 ha supprimés sur le circuit en 2022
- 5 - le maillage routier fragmente complètement les espaces de vie des espèces non humaines
- 6 - Ne plus voir 70 jets privés atterrir au mans pour quelques heures
- 7 - La voiture est associée, particulièrement chez les mâles, à l'agressivité, la transgression, l'irrespect, la violence, l'impunité, le virilisme
- 8 - la voiture prétend résoudre les problèmes qu'elle crée : nous permettre de nous déplacer alors que les transports en communs disparaissent à son profit, et rendent les déplacements complètement dépendant d'un véhicule personnel
- 9 - la voiture est une solution individuelle et donc inégalitaire, à la question collective des déplacements
- 10 - Déplacer 300000 personnes en plein dérèglement climatique pour célébrer le culte de l'automobile
- 11 - le greenwashing fausse intentionnellement la compréhension du public : les carburants bas carbone (betterave, hydrogène, électrique,...)
- 12 - le greenwashing sur l'événement : green ticket, green challenge, green fanzone, prétend avoir des vertus écologiques alors que ce sont des pansements sur une jambe de bois.
- 13 - Il y a finalement peu d'emplois pérenne pour l'événement. Beaucoup sont des bénévoles ou précaires (quelques heures de contrat).
- 14 - l'argent public investit via le Syndicat mixte (LM Métropole, département, région) propriétaire du circuit
- 15 - les travaux prévus pour réaménager le circuit (via le syndicat mixte) : 3,4 M d'euros pour les accès porte Nord et Sud ; 900000 euros pour la plateforme Dunlop, qui vient d'argent public.
- 16 - Les bénéfices de la courses ne reviennent pas aux ManceLLEaux, mais aux capitalistes de l'ACO, qui donnent des miettes a la collectivité (propriétaire du circuit).

- 17 - L'argent public de la recherche est engloutie pour investir dans le développement des technologies des voitures (9 milliards d'investissement en France pour la recherche sur l'hydrogène)
- 18 - La destruction des terres agricoles pour des routes, des parkings, ne s'arrête jamais
- 19 - Il n'y a plus besoin d'innovations technologiques pour la voiture, car on ne veut plus de voiture
- 20 - L'hydrogène comme carburants grand publique est un mensonge, il n'existera que pour certains domaines restreints
- 21 - Créons un nouvel événement, populaire, local, accessible, et durable. En se servant de l'argent public mis dans la course.
- 22 - La réputation de notre département, ou ville, ne doit pas se résumer a un événement privée et climaticide. Soyons fière de nous, et arrêtons le.
- 23 - La courses est voué a disparaître, tôt ou tard. A l'heure du changement climatique et des pénuries énergétique, elle est même indigne.
- 24 - arrêter un usage ou un comportement nous paraît souvent impossible jusqu'à ce que cela se produise. Une fois le changement accompli il devient évident et prend tout son sens. Les courses motorisées s'arrêteront, par nécessité et l'évidence suivra.

Une lettre ouverte a été adressé à l'ACO et aux médias pour questionner le bilan carbone de l'événement.

Prochaine réunion du collectif lundi 30 janvier à 19h30.

Prochaines actions à venir!

Contact : stop24H@riseup.net

Accueillir la caravane des soulèvements de la Terre au Mans

L'idée est de rencontrer des militant·es des Soulèvements de la Terre, de partager avec elleux ressentis, expériences, stratégies, etc. Ainsi que de faire connaître localement les Soulèvements de la Terre et d'amplifier leur résonance locale : en invitant à une réunion publique d'autres collectifs locaux en lutte pour notre émancipation et la santé planétaire, de sorte de faire convergence intersectionnelle, de faire rayonner ensemble nos puissances et nos victoires, afin qu'elles en appellent d'autres futures, rapidement!

Réponses positives pour une venue.

Propositions d'Alternatiba Le Mans les samedis 11, 18, 25 février

Avons nous les forces et le temps pour l'organiser? Proposition de réunion mardi 31 janvier à 18h30 à la maison des citoyen·nes.

Les retraites

En plus de renforcer l'accroissement des inégalités sociales, la contre-réforme des retraites présentée par le gouvernement est également un projet climaticide et à contre-sens de l'Histoire.

Voici le top 3 des raisons écologistes de nous rejoindre dans la rue !

<https://alternatiba.eu/top-3-des-raisons-ecolos-de-se-mobiliser-contre-la-reforme-des-retraites/>

Voici une diversité d'actions top !

<https://contre-attaque.net/2023/01/21/retraites-coupures-deelectricite-baisse-de-production-les-grevistes-de-lenergie-passent-a-laction/>

Nos liens avec le mouvement national d'Alternatiba

Alternatives Territoriales, qui a été lancée courant 2018 et nous avait valu de produire un révolutionnaire Plan Climat Air Eau Énergie (notre PCAEED : [toujours accessible ici](#)) lance la "campagne de mi-mandat"

Avec le Réseau Action Climat (RAC) et le "pacte pour la transition", il s'agit d'évaluer la consistance des politiques publiques face aux enjeux écologiques...

Un cycle de formation au plaidoyer est organisé en visio-conférence tous les jeudi soir...

Vous retrouverez [le détail de cette campagne ici](#).

Dans notre groupe local, personne n'a proposé de s'engager sur cette campagne... avis donc aux intéressés qui ne participent pas aux plénières mais en auraient envie!

Contact : alternatiba72-lemans@riseup.net

Flash Info Luites

Pollution de l'eau du robinet en Sarthe

Un collectif citoyen alerte sur un risque de toxicité de l'eau délivrée par des canalisations en PVC installées avant 1980 en Sarthe. De ce matériau, interdit depuis, pourrait s'échapper un gaz, du Chlorure de Vinyle monomère, cancérogène avec des effets immédiats sur le foie.

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/pays-de-la-loire/sarthe/je-ne-bois-plus-une-goute-qui-sort-du-robinet-en-sarthe-des-taux-de-cvm-un-gaz-cancerigene-2-4-fois-plus-importants-que-la-norme-autorisee-2644556.html>

Action urgente Anti chasse dans l'Eure

Un ami nous appelle à l'aide pour empêcher des massacres en vase clos : un riche, très riche propriétaire s'est fait construire sa propre réserve de "gibier" afin d'organiser des massacres discrets qu'il appelle chasse...

Les voisins s'en plaignent, des habitant-es s'émeuvent, mais devinez quoi ? Il est intouchable : propriété privée !

Si vous pouvez vous rendre disponible pour aller agir par là-bas, envoyez-moi un texto et je vous rappellerai pour en parler : Xavier : 06 64 18 34 21

PS. Et si vous souhaitez organiser un stage de formation à la désobéissance civile dans votre coin, ou au clown activisme, à la stratégie, au théâtre invisible ou au sabotage de chasse, ou faire venir la Conférence gesticulée de Xavier Renou sur la désobéissance civile et la force de la Non-Violence par chez vous, envoyez-moi un SMS au même numéro !

Xavier, pour Les désobéissants

L'affaire du Siècle

Nous y sommes. Le délai donné par le Tribunal administratif de Paris à l'Etat français pour agir afin de limiter ses émissions de gaz à effet de serre a expiré.

Le gouvernement avait en effet été enjoint, le 14 octobre 2021, par le Tribunal administratif à prendre **avant le 31 décembre 2022** "toutes les mesures utiles de nature à réparer le préjudice" causé par son inaction climatique.

Aujourd'hui le constat fait peu de doute : l'Etat n'a pas agi suffisamment. Tout au long de l'année 2022, rapports après rapports, plusieurs institutions ont pointé la faiblesse des mesures prises. Et si une baisse des émissions de gaz à effet de serre de la France a bien été constatée depuis le jugement, elle est insuffisante et principalement conjoncturelle, due à la crise du Covid et à la crise énergétique. Les mesures structurelles, elles, demeurent largement absentes.

Le délai étant expiré, on fait quoi maintenant ? Il est évident que nous n'en resterons pas là. Notre combat se poursuit, avec vous, notre seul et unique but étant d'obtenir des actions concrètes pour le climat. Voici quelques étapes en cours et à venir, dont vous pouvez retrouver le détail sur notre site :

- **Le 20 décembre 2022**, nous avons envoyé un courrier officiel au gouvernement, lui demandant de détailler l'ensemble des mesures mises en œuvre par l'Etat suite au jugement du Tribunal administratif.
- **Dans les semaines qui viennent**, nos organisations demanderont au Tribunal administratif de Paris le versement d'astreintes financières afin de forcer l'Etat à agir.
- **Dès le début de l'année**, nous allons également intensifier nos efforts dans le cadre de l'affaire Grande-Synthe pour que l'Etat soit condamné à payer des astreintes financières, dans le même but : qu'il agisse enfin. Pour rappel, l'Etat avait aussi été condamné dans cette affaire pour inaction climatique, le Conseil d'Etat ayant estimé que les mesures nécessaires n'avaient pas été prises pour que la France respecte sa feuille de route climatique à l'horizon 2030. Les organisations de l'Affaire du Siècle sont requérantes dans le cadre de la procédure d'exécution de ce jugement et nous poursuivrons donc notre action aux côtés de la commune de Grande-Synthe.

Face à l'urgence climatique, ces procédures exigent de la patience et de la détermination. Nous irons jusqu'au bout. Et surtout, nous continuerons de faire pression sur les responsables politiques, comme nous l'avons fait depuis le début de ce formidable mouvement de l'Affaire du Siècle, pour que des mesures concrètes soient prises dès maintenant.

Nous profitons de ce message pour vous souhaiter une très belle année 2023, avec la conviction que nous obtiendrons, à vos côtés, des avancées majeures pour le climat.

Merci encore pour votre soutien et votre engagement !

L'équipe de l'Affaire du Siècle

Alternatiba du Mans, signataire de la tribune en soutien aux soulèvements de la terre

«Eco-terrorisme» : Les luttes écologiques dans le viseur du ministère de l'intérieur?

Mardi 20 décembre dernier, au début des vacances de Noël les plus chaudes jamais enregistrées, le journal Le Parisien publiait les bonnes feuilles d'un mystérieux rapport des Renseignements Territoriaux, « fuité » à dessein, sous le titre tapageur : « l'inquiétant virage radical des activistes écologistes ».

Cette étrange habitude des « services de sécurité » français de communiquer, sans en avoir l'air, sur leurs intentions, sonne une fois encore comme un test en vue d'une nouvelle salve répressive. Un

test qui s'adresse en réalité à chacun.e d'entre nous, qui avons participé, d'une manière ou d'une autre, aux luttes écologistes des dernières années.

Ce « virage radical » des écolos serait donc le fait des manœuvres cachées d'un regroupement d'« ultra-gauche » *récemment converti* à la cause écologiste, sournoisement dissimulé sous l'enseigne « Les Soulèvements de la Terre » (1), et non le signe de la radicalité de la situation dans laquelle nous sommes toutes et tous prises jusqu'au cou. La multiplication des actions de résistance écologique ou paysanne ces dernières années s'expliquerait par l'agitation de quelques « vieux routiers » de Notre-Dame-des-Landes, tout à leur appétit insatiable d'actions « violentes », plus que par un sursaut de dignité, venant d'un peu partout, devant l'écrasante évidence de la catastrophe. Rien à voir non plus, si on en croit ce rapport, avec la complaisance manifeste des gouvernements successifs vis-à-vis des responsables identifiés de cette catastrophe, ni avec la macabre fuite en avant de l'industrie du béton ou du lobby agro-industriel.

Qu'importe les appels à actions signés et relayés par des centaines d'organisations écologistes, de la société civile, de fermes, d'associations citoyennes, de collectifs locaux en lutte, de personnalités de tous horizons, qui ont accompagné les récentes mobilisations populaires contre l'accaparement des terres, de la ressource en eau, ou contre l'artificialisation des sols. Ce foisonnement tonitruant qui ne cesse pourtant de grandir, ne serait que l'écran de fumée venant protéger une poignée d'activistes *radicalisés*, bien décidée à entraîner tout le « légitime mouvement pour la préservation de la planète » dans sa chute.

La ficelle est usée mais pourrait encore servir : identifier une fraction du mouvement en cours, l'isoler et la désigner comme l'agent infectieux, dont il faut *à tout prix* s'écarter au risque d'être à son tour écrasés. L'éternel retour de la triste figure de la Sous-Direction Anti-Terroriste (Sdat) dans les enquêtes qui touchent aux luttes sociales, paysannes et écologiques - à l'occasion d'une nouvelle action collective contre le cimentier Lafarge condamné aux Etats-Unis pour sa collaboration avec Daesh (2) - fait figure de renversement ubuesque. Préparé par les sorties du ministre de l'Intérieur sur l'« éco-terrorisme », ce glissement cache mal l'embarras des stratèges du maintien de l'ordre, qui, ne sachant plus ou donner de la tête, en cherchent une à couper.

« L'arme du gouvernement, la dissolution », annonce fort de ses sources le journaliste du Parisien. Mais que s'agirait-il donc de dissoudre ?

On comprend bien au vu des récents tours de force réalisés, entre autre en son nom, pour la défense concrète des terres et de l'eau, que « les Soulèvements de la Terre » est un coupable tout indiqué. Ce mouvement de convergence inédit entre paysan.nes, jeunes urbains, écologistes et syndicalistes a en effet le mérite d'avoir un nom, un site, un compte Twitter, des rendez-vous publics réguliers et même, selon la note des RT, un compte en banque... Un bon gros nez au milieu de la figure qui, on dirait, n'attend que d'être dissout.

Seulement voilà, nous qui signons cette tribune, ne croyons pas en cette fable, et nous savons de quoi nous parlons. Pour avoir participé à certaines manifestations, pour en avoir organisé d'autres, pour avoir signé des appels, des tribunes, accueilli des réunions, participé à la logistique de tel ou tel campement, ou à des manifestations interdites, pour nous être aussi parfois joyeusement munis de cutters, de marteaux ou de sécateurs pour autre chose que pour bricoler, pour avoir parfois simplement souri à l'idée de leur usage possible... nous savons qu'il n'est nul besoin de comité central, ou de cercle de stratèges aguerri.e.s, pour reconnaître autant l'urgence absolue de la situation, que l'attentisme criminel de ceux et celles qui ont le pouvoir d'arrêter la machine.

Nous savons aussi que nous n'avons pas peur de ces gens vêtus de blancs de protection ou de bleus de chauffe qu'on nous montre désormais à la télé, après des années de surdité du gouvernement face aux luttes écologistes. Nous ne pouvons d'ailleurs leur donner tort quand nous les entendons affirmer que leurs actions de « désarmement » sont un élément essentiel de toute stratégie conséquente pour freiner, enrayer, stopper les projets qui bétonnent les sols, s'accaparent les terres ou empoisonnent les rivières. Mieux que ça, nous aimerions parfois en être, si nous en avons l'occasion ou si nos fonctions, notre santé ou nos situations de famille ne nous requéraient pas ailleurs. Car leurs gestes, leur précision, leur détermination joyeuse, nous parlent infiniment plus que les grimaces du ministre de l'Intérieur quand il verse des larmes de crocodile sur les barrières cassées d'un chantier, sur la mise à l'arrêt temporaire d'un site industriel hautement polluant, ou sur les dommages économiques subis par telle ou telle entreprise multinationale écocidaire.

Nous voyons déjà pleuvoir les convocations, les mises en accusation, les passages à tabac, les procès, sur les militants de Bassines Non Merci, de la Confédération Paysanne ou des Soulèvements de la Terre, sur des manifestants qu'on est parfois venu chercher jusque sur leur lit d'hôpital, pour les mettre en garde à vue. Les premiers procès de la lutte contre les bassines, celui qui a eu lieu le 28 novembre, et ceux qui se tiennent les 5 et 6 janvier 2023 à la Rochelle et à Niort, sont à ce titre exemplaires. Les dossiers d'instruction pouvant aller jusqu'à 1500 pages témoignent de la surveillance, notamment téléphonique, de centaines de personnes. A cela s'ajoute des filatures, des dispositifs de vidéo surveillance cachés devant les maisons de militant.es, des dizaines de gardes à vue et une cinquantaine d'auditions libres. Et nous voyons venir, puisqu'on nous le dit jusque dans les pages du journal, que la simple participation à ces manifestations, à ces réunions, à ces regroupements, sera bientôt non seulement illégale mais répréhensible. Ces gestes et ce qu'ils appellent de transformations, sont pourtant de ces moments qui dessinent un avenir possible.

Alors depuis tous les endroits où nous nous trouvons, nous nous apprêtons à nous porter solidaires, à dire que, nous aussi, nous en sommes, quand bien même ce ne serait qu'en pensée. Et que celles et ceux qui voient l'ombre de la répression obscurcir leur part du ciel ne seront pas seul.e.s, car nous sommes déjà là....

(1) Voir l'appel inaugural du mouvement ici - <https://lessoulevementsdelaterre.org/blog/appel>

(2) Le cimentier Lafarge, outre son rôle majeur dans l'une des industries les plus climaticides de la planète, a été mis en examen en France pour "complicité de crimes contre l'humanité" dans le cadre d'une information judiciaire ouverte en juin 2017. Une mise en examen qui s'ajoute à deux autres pour "financement de groupe terroristes" et pour "mise en danger de la vie d'autrui". Aux Etats-Unis, Lafarge a été récemment condamné pour avoir soutenu financièrement Daesh et porté atteinte à la "sécurité nationale" du pays.

Mobilisation nationale le 25 mars 2023 contre les méga-bassines et le système agro-industriel

<https://lessoulevementsdelaterre.org/blog/25-mars-prochaine-manifestation-nationale-pas-une-bassine-de-plus>

D'autres articles sur le sujet :

<https://reporterre.net/Contre-les-megabassines-nous-sommes-condamnes-a-agir>

<https://www.revolutionpermanente.fr/Prison-avec-sursis-pour-des-opposants-aux-bassines-le-gouvernement-poursuit-la-repression-anti>

<https://contre-attaque.net/2023/01/20/qui-aurait-pu-prevoir-que-les-megabassines-seraient-un-desastre/>

Les Soulèvements de la Terre : bilan de la saison 4 et saison 5 à venir

- Lutter contre les méga-bassines, symbole des dérives du modèle agricole productiviste actuel et véritable emblème de l'accaparement de l'eau au profit d'une minorité. Cette lutte a pris une ampleur nationale, et en est à un point critique : encore en expérimentation dans les Deux-Sèvres, la FNSEA et ses complices veulent passer en force et cherchent à développer de nouveaux projets partout en France. Il est primordial de poursuivre aujourd'hui la mobilisation et de faire comprendre aux pouvoirs politiques la nécessité de changer de modèle,

tout en affirmant que la répression et les tentatives d'intimidation ne nous ferons pas reculer, au contraire.

- Agir contre Bayer-Monsanto. À Lyon, des centaines de manifestant.e.s ont envahi une usine du groupe qui empoisonne notre monde avec ses produits. Malgré une forte présence policière, l'activité du site a été stoppée pour une journée. Une première victoire qui en appelle d'autres contre l'industrie agro-chimique ;

- Appuyer la résistance locale aux projets de retenues collinaires à La Clusaz, où l'industrie du tout-tourisme sentant le vent tourner et surtout la neige manquer n'a pas trouvé meilleure idée que de copier les bassines agricoles de l'ouest pour y faire sensiblement la même chose, en montagne. Après un Grondement des Cîmes qui aura permis de mettre en lumière ces enjeux en accueillant une manifestation de plus de 500 personnes au sommet d'un col de Haute-Savoie, l'occupation victorieuse à l'automne d'une forêt menacée par une de ces retenues laisse entrevoir de belles perspectives pour la suite de la lutte ;

- Relancer la dynamique de mobilisation contre l'extension des carrières de sable de Lafarge-GSM à Saint-Colomban en Loire-Atlantique, sable utilisé notamment dans les plaines maraîchères intensives du sud de la Loire. Après un simulacre de démocratie sous la forme d'un référendum local aux règles du jeu biaisées, les opposant.e.s aux projets et les Soulèvements de la Terre ont organisé une journée de manifestation, marquée par deux actions coup de poing pour dénoncer la connivence des coopératives agricoles locales avec les carrières de sable. L'agriculture ne peut se faire au mépris du vivant ;

- Défendre des terres agricoles en proie à la spéculation, dans le Jura, et menacées par la bétonisation, aux Jardins des Vaîtes à Besançon. Sur ces terres, une AMAPirate a vu le jour au printemps dans le but d'aider

au lancement 2 agricultrices dans leur démarche d'installation ;

- Dans le même registre, s'inviter au cœur de l'été dans un vignoble du Var appartenant au groupe LVMH pour y récolter par effraction son succulent raisin et y dénoncer par la même occasion la main-mise des multinationales sur certains domaines viticoles, faisant grimper les prix de l'hectare et empêchant toute exploitation paysanne de survivre. La tonne et demi de raisin ramassée a ensuite été pressée sur place et mise en bouteille pour une fameuse cuvée de jus à l'appellation explicite de « Vendanges de la colère » ;

- Organiser un grand charivari à Pertuis (84) pour soutenir la ZAP (« Zone à Patates ») menacée d'expulsion et dénoncer l'artificialisation à venir de plus de 80 hectares de terres agricoles en vue d'y étendre une zone d'activité économique, pointant ainsi du doigt les pratiques mafieuses du maire de la commune qui utilise ses prérogatives de maire et son pouvoir financier pour s'accaparer ces terres et accroître son influence.

La saison 4 se termine, et avec elle une année 2022 qui confirme que nos dirigeants politiques marchent main dans la main avec le complexe agro-industriel et ne se soucient ni de la paysannerie ni de la préservation des terres agricoles et des écosystèmes qui y sont liés.

Mais dans ce marasme écologique, de prometteuses initiatives cousines sont nées : « Reprendre la Bretagne aux machines », les « Soulèvements de la Mer », la « Déroute des Routes » - regroupant de nombreuses luttes locales contre la création de nouveaux axes routiers inutiles, la « Coalition des jardins » - qui fédèrent les collectifs œuvrant à la préservation des jardins ouvriers à travers le territoire...

Autant de fronts qui s'ouvrent, de luttes qui naissent et ce faisant de possibilités de victoires sur leur monde, contre la destruction du nôtre.

La saison 5 se profile et sera assurément riche en événements. Plus que jamais, nous avons besoin de votre soutien et de celui de vos proches.

Anti-Nuke

NI PROLONGATION NI RELANCE : ARRÊT DU NUCLÉAIRE CIVIL ET MILITAIRE

Stop aux simulacres de débat ! Pas de relance du nucléaire !

A Tours le 16 février se tiendra la onzième réunion publique organisée par la Commission nationale du débat public (CNDP) autour du programme de construction de 6 nouveaux réacteurs nucléaires de type EPR – programme imposé par EDF, venant concrétiser la décision de relance du nucléaire prise en février dernier par Macron.

Aucun réacteur de type EPR n'est pourtant actuellement en fonctionnement : en quasi arrêt en Chine et en Finlande, toujours pas fini en France et loin de l'être au Royaume-Uni. Et quand un tiers du parc français est à l'arrêt pour des raisons de sécurité ou de maintenance, il semble illusoire et dangereux d'investir des dizaines de milliards d'euros pour relancer cette filière source de catastrophes.

Mais où et quand nous a-t-on consultés, nous qui de fait vivons tous plus ou moins près d'un des 56 réacteurs que compte déjà le pays, sur la vraie question qui se pose avant toute décision sur le sujet : faut-il ou non relancer le nucléaire ?

La technologie électronucléaire est peut-être une affaire d'experts, mais le choix de la développer et d'en subir les conséquences est notre affaire à tous. On nous l'a imposée par la force, il y a cinquante ans, ils prétendent nous imposer sa relance aujourd'hui, en désamorçant les oppositions par ce qu'ils appellent « le débat public ».

Mais peut-on encore parler de débat lorsque les décisions sont quasi déjà prises et qu'il n'est question, au bout du processus, que de transmettre des avis aux décideurs ? Les « experts » peuvent répondre aux questions techniques, sans doute ; mais les objections de fond, celles qui touchent aux

conséquences sur la société – celle d'aujourd'hui et celle des générations futures – n'auront, elles, jamais d'autre réponse que le silence, et éventuellement la répression.

L'opposition au nucléaire ne doit pas se laisser bâillonner ni endormir.

Que nous soyons d'ancienne ou de jeune génération, membres de réseaux, d'organisations nationales ou de collectifs locaux, et quelles que soient nos moyens d'action respectifs,

Retrouvons-nous le 16 février 2023 - 17h à Tours

pour dire haut et fort, ensemble, notre opposition à la relance du nucléaire.

RDV à partir de 17h devant le lieu du débat (non encore communiqué à cette heure)

Chaque groupe amène son propre message, ses banderoles et autres animations.

Une coalition de collectifs et d'associations

lien vers le visuel pour le web et celui à imprimer :

<https://drop.chapril.org/download/b37c14538cd8d940/#IdXaSOtCsPENAJh7NWtKQg>

Cigéo : demande d'autorisation - forcée - pour le projet industriel le plus risqué et controversé au monde !

L'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra) a déposé hier, 16 janvier 2023, sa Demande d'Autorisation de Création (DAC) pour le projet d'enfouissement de déchets nucléaires Cigéo à BURE. Une nouvelle étape administrative alors même que l'agence est incapable de prouver faisabilité financière et technologique, et toujours au mépris d'une opposition qui ne faiblit pas : le 3 juin 2023, nous appelons à un grand rassemblement à Bure !

Un calendrier accéléré pour nous mettre devant le fait accompli d'un projet imposé

En juillet 2022, le projet Cigéo a été déclaré d'utilité publique (DUP) et Opération d'Intérêt National. Immédiatement, 32 organisations et 30 habitant·es ont dénoncé un passage en force après une enquête publique de complaisance, basée sur un dossier d'étude d'impact scandaleusement indigent. Elles ont aussi déposé **un recours en septembre dernier** (<https://www.sortirdunucleaire.org/Projet-CIGEO-d-enfouissement-des-dechets>). Cette DUP permet le démarrage de lourds travaux préalables, (routes, voie ferrée, alimentation en eau et électricité...).

Le dépôt de la DAC en ce début d'année 2023 s'inscrit sans aucun doute dans la volonté du gouvernement de presser la construction d'un nouveau parc nucléaire : comment faire accepter de nouveaux réacteurs sans forcer le calendrier de Cigéo ?

A quoi ressemble le dossier de la DAC, au vu des nombreuses incertitudes qui persistent ?

Au rang des dernières surprises : le dossier de DUP indiquait que le stockage initialement prévu sur 15 km² était désormais étendu à 29 km², soit deux fois plus qu'initialement, et cela sans explication aucune. Dans quel but ? Accueillir les combustibles usés, qui passeraient ainsi de matière valorisables à déchets ? Accueillir des déchets FAVL (faiblement actifs à vie longue) toujours en recherche de sites d'accueil ? Accueillir les déchets d'un futur programme nucléaire sorti du chapeau d'Emmanuel Macron ?

De même, comment l'Andra a-t-elle résolu les inconnues sur les déchets bitumés, soit 25% des déchets potentiellement attendus à Cigéo et hautement inflammables, qui ne peuvent être enfouis tels quels ?

Comment réaliser la démonstration de la faisabilité de la réversibilité alors que tous les retours d'expérience montrent que, loin d'être une prouesse technologique, elle n'est qu'un élément de langage ? Comment prétendre pouvoir anticiper toutes les situations accidentelles et la manière d'y répondre ?

Si l'Andra se réjouit ce matin en conférence de presse du dépôt de sa DAC, cela ne signifie en aucun cas qu'elle se rend capable de relever les défis d'un projet aussi démentiel : Cigéo est un pari dangereux et explosif, quelques milliers de pages, rapports et études supplémentaires n'y changeront rien.

Une phase pilote scélérate

Au terme d'une instruction expresse de 30 mois, un décret pourrait lancer en 2027, sans plus aucun regard parlementaire, les travaux de la « phase pilote ». Cette **première étape industrielle de CIGEO** (<https://www.andra.fr/le-calendrier-de-cigeo>) comprend la construction des principaux ouvrages de surface et des premiers ouvrages souterrains, en vue de l'arrivée de déchets radioactifs entre 2035 et 2040. Cette opération engloutirait plus de 5 milliards d'euros, soit la quasi totalité des provisions pour la mise en oeuvre de Cigéo sur environ 130 ans ! Cet "test grandeur nature" est une énorme supercherie : ce chantier serait le lancement irréversible de Cigéo. Quel gouvernement aurait le courage de stopper un tel investissement ultérieurement ?

Plus Cigéo avance, plus la conscience des dangers et la colère des populations grandissent

L'Andra avance à l'aveugle, poussée par les pouvoirs publics et le lobby nucléaire à prendre tous les risques !

Les communes proches de Cigéo, lors de leurs avis sur la DUP, ont émis **des réserves majeures** (<http://burestop.free.fr/spip/spip.php?article997>) restées à ce jour sans réponse : gigantisme du chantier, transports de déchets radioactifs, impacts sur l'eau, etc. Elles ont pour certaines et pour la première fois donné un avis définitivement défavorable !

L'Andra continue à écrire un intolérable conte de fées pour masquer une terrible destinée

L'Agence, dans un **communiqué au ton lyrique surprenant** (<https://www.andra.fr/depot-du-dossier-de-demande-dautorisation-de-creation-de-cigeo>) du 17 janvier 2023 vante une gestion sûre des déchets avec Cigéo et salue le prétendu civisme de Meuse et de Haute-Marne : *"Nous leur devons de la reconnaissance et l'assurance que nous continuerons de les accompagner et d'associer les acteurs locaux dans les choix et décisions à venir. C'est le gage d'une confiance durable."* Mais quel projet industriel aura-t-il avancé aussi loin sur fond de mensonges scientifiques, corruption des esprits, achat des consciences ? Le mépris de la population appelée à devenir la "terre d'accueil" selon l'Andra d'un monstrueux legs atomique, sans jamais avoir eu son mot à dire est quasi criminel.

Un appel à rassemblement massif se prépare le 3 juin 2023, autour de Bure

Avec la DAC, le projet Cigéo se concrétise un peu plus et suscitera sans aucun doute des mobilisations locales comme nationales, des recours juridiques et des mobilisations sur le terrain. Une coalition d'organisations et collectifs dont la Coordination Stop Cigéo, rassemblée par une

même colère contre ce contexte forcé de relance du nucléaire qui hypothèque nos choix, nos avenir et nos territoires, donnent rendez-vous le 3 juin 2023 à Bure pour **une mobilisation européenne(1)** qui espère être massive contre le nucléaire et son monde.

<https://www.sortirdunucleaire.org/Projet-CIGEO-d-enfouissement-des-dechets>

<https://www.andra.fr/le-calendrier-de-cigeo>

<http://burestop.free.fr/spip/spip.php?article997>

<https://www.andra.fr/depot-du-dossier-de-demande-dautorisation-de-creation-de-cigeo>

1 - Parce que l'enfouissement à Bure et ailleurs de 99,99% de la radioactivité totale des déchets des centrales nucléaires est impossible à réaliser techniquement et financièrement,

parce que c'est un pari tellement risqué qu'il est indispensable de s'y opposer farouchement, parce que les populations n'y ont jamais consenti, nous appelons à la mobilisation de toutes les forces qui pensent qu'un avenir sans nucléaire est la seule solution viable pour les populations et la planète.

Il est plus que temps de remettre à plat la politique énergétique du pays, avec la sortie du nucléaire et des énergies fossiles, pour pouvoir plus sereinement décider de la gestion la plus fiable possible des déchets nucléaires déjà produits.

Jusque là, la résistance contre l'inacceptable qui nous est imposé continuera.

ZAD de Lützerath, une lutte contre l'industrie du charbon et son monde

Lützerath devait disparaître pour permettre l'extension d'une gigantesque mine de charbon à ciel ouvert. Depuis deux ans, des femmes et des hommes occupent le village de Lützerath en Allemagne. Ils ont établi une « zone à défendre » (ZAD) pour défendre le village, le climat, les terres et les vivants qui y cohabitent. Grâce à leur présence et leur courage, ces terres ont été préservées.

<https://www.rfi.fr/fr/europe/20230109-allemande-la-zad-de-l%C3%BCtzerath-un-village-symbole-de-la-lutte-contre-des-%C3%A9nergies-fossiles>

Des photos saisissantes des machines et de leurs gardes :

<https://contre-attaque.net/2023/01/11/allemande-un-monstre-mecanique-devore-la-terre-les-ecologistes-resistent/>

Pour s'opposer à l'expulsion de la ZAD, malgré la répression, des dizaines de milliers (35000!) de personnes ont convergé.

<https://reporterre.net/A-Lutzerath-la-bataille-epique-contre-le-charbon>

<https://reporterre.net/Francais-ils-sont-venus-lutter-a-la-zad-de-Lutzerath>

<https://blogs.mediapart.fr/camilleetienne/blog/150123/luetzerath-nous-etions-35-000-lutter-contre-l-industrie-du-charbon>

Anti-Répression

Jeudi 12 janvier 2023, le parquet du tribunal correctionnel du Mans a requis six mois de prison avec sursis contre Jean, un camarade, pour refus de prélèvement ADN. Il sera jugé en délibéré le 26 janvier.

Une criminalisation qui vire à l'acharnement judiciaire, le fichage des empreintes génétiques devenant un outil d'intimidation et de répression :

<https://reporterre.net/Des-proces-partout-en-France-pour>

Iran : fin du premier round?

Hamid Enayat nous livre son analyse sur la révolution iranienne et, en particulier, sur les réalisations politiques de l'opposition dans cette révolution.

<http://www.regards.fr/actu/article/iran-fin-du-premier-round>

Participons à l'enquête publique sur le traitement aux néonicotinoïdes des betteraves!

Le ministère de l'agriculture a ouvert une enquête publique concernant une dérogation pour l'usage de semences de betteraves traitées aux néonicotinoïdes. Générations futures a fait une déclaration à ce sujet, et l'asso nous aide à l'exprimer via une plateforme qui nous guide pour participer à répondre à l'enquête... C'est super simple, on copie leur texte, on ouvre le site du gouvernement on colle le texte et hop, le ministre de l'agriculture s'inquiète que ça ne passe pas aussi facilement que prévu! Et s'il ne comprend pas comme ça, il s'agira de nous exprimer plus concrètement dans les champs!

<https://shaketonpolitique.org/consultations/derogation-neonicotinoïdes-non/>

Or dans une décision du 20 janvier 2023, la Cour de Justice de l'Union Européenne (CJUE) a rappelé que l'article 53 du règlement européen 1107/2009 ne pouvait être invoqué pour justifier la réautorisation des néonicotinoïdes, notamment pour le traitement préventif des semences de betteraves.

Agir pour l'Environnement a saisi à deux reprises le Conseil d'Etat afin de contester les dérogations accordées en 2021 et 2022 par le ministère de l'Agriculture, l'association se félicite de cette décision courageuse de la CJUE.

Le ministre de l'Agriculture dit avoir pris acte de cette décision tout en laissant d'ores et déjà entendre qu'il n'en tiendrait pas compte !

Agir pour l'Environnement appelle le gouvernement à renoncer immédiatement à accorder une nouvelle ré-autorisation des néonicotinoïdes pour le traitement des semences de betteraves et saisira le Conseil d'État si le gouvernement français persistait à contrevenir au droit européen.

<https://www.agirpourenvironnement.org/blog/neonicotinoïdes-notre-action-devant-le-pantheon>

Partages de lectures et de vidéos !

Rosa Luxemburg, une révolutionnaire assassinée le 15 janvier 1919

Rosa Luxemburg (1871-1919) est une célèbre militante révolutionnaire, née en Pologne puis naturalisée allemande, active pendant trois décennies dans le mouvement socialiste international, cofondatrice du Parti communiste d'Allemagne peu avant d'être assassinée par des paramilitaires.

Elle a par exemple écrit :

«Patience et courage ! Nous vivrons et nous verrons de grandes choses. À présent, nous voyons d'abord sombrer le vieux monde»

«Avant qu'une révolution arrive, elle est perçue comme impossible ; après cela, elle est considéré comme inévitable»

«La chose la plus révolutionnaire que l'on puisse faire est de proclamer haut et fort ce qui se passe»

«Ceux qui ne bougent pas ne remarquent pas leurs chaînes»

<https://contre-attaque.net/2023/01/16/rosa-luxemburg-revolutionnaire-assassinee-le-15-janvier-1919-2/>

Un recueil de correspondances de Rosa Luxemburg « Commencer à vivre humainement », est récemment paru. Elle y aborde des sujets très variés, toujours attentive au monde qui l'entoure, aux souffrances, aux événements qu'elle observe, et surtout gardant toujours l'espoir d'une révolution qui amènerait un monde meilleur. Elle voulait « vivre pleinement », et elle souhaitait changer la société afin que chacun·e puisse y vivre harmonieusement.

<https://www.editionslibertalia.com/catalogue/la-petite-litteraire/rosa-luxemburg-commencer-a-vivre-humainement>

L'artificialisation des sols a augmenté de 72 % en France entre 1982 et 2018

Un dossier de Reporterre : La fin des sols artificialisés, un objectif lointain

La France s'est donné l'objectif de diviser par deux le rythme de la consommation d'espace entre 2021 et 2031. Un casse-tête juridique pour les régions, dont certaines se sentent lésées. Pourtant, des collectivités locales parviennent à préserver les sols

<https://reporterre.net/La-fin-des-sols-artificialises-un-objectif-lointain>

Les terres plutôt que la Terre

Il s'est passé quelque chose à Sainte-Soline, quelque chose comme un rappel : la nécessité d'enraciner les luttes dans les territoires, de les défendre, d'aller au contact des paysans et des travailleurs, au-devant des policiers et des infrastructures écocidaires qu'on leur a ordonné de défendre.

<https://www.socialter.fr/article/edito-hors-serie-15-les-terres-plutot-que-la-terre>

L'édito de Reporterre : 2023, avec vous, l'écologie toujours rebelle

"Notre but : placer les questions écologiques au cœur du débat public."

L'enjeu crucial pour réaliser la mutation écologique du monde est de redistribuer les richesses. Ce que les dominants ne veulent pas, poussant le « *technosolutionnisme* », c'est-à-dire l'idée que la technique va régler le problème sans qu'on ait à transformer la société.

<https://reporterre.net/2023-avec-vous-l-ecologie-toujours-rebelle>

L'« expérience de la nature » menacée d'extinction

C'est le déclin de ce qu'on appelle l'expérience de nature c'est-à-dire toutes les interactions plus ou moins conscientes que l'on a avec la nature et qui peuvent affecter ce lien.

<https://reporterre.net/L-experience-de-la-nature-menacee-d-extinction>

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/le-journal-des-sciences/les-humains-sont-de-plus-en-plus-deconnectes-de-la-nature-1014091>

Sales bêtes, mauvaises herbes, "Nuisibles", une notion en débat.

Depuis plus d'un siècle la notion de « nuisible » fait l'objet d'une contestation de plus en plus vive. Pourtant elle connaît une singulière persistance sociale en tant que concept opérationnel qui donne aux hommes une certaine légitimité pour gérer, et souvent détruire, certaines espèces.

À l'heure où la France vient d'adopter la loi sur la reconquête de la biodiversité, la question des « nuisibles » reprend une singulière acuité avec la multiplication d'espèces exotiques envahissantes...

Ce livre est en libre accès ici : <https://books.openedition.org/pur/168262>

Il n'a jamais fait aussi chaud un 31 décembre, en Sarthe et ailleurs

https://lemans.maville.com/actu/actudet_-il-n-avait-jamais-fait-aussi-chaud-en-sarthe-un-31-decembre-loc-5571749_actu.Htm

<https://contre-attaque.net/2022/12/31/record-de-chaueur-pour-le-nouvel-an/>

Résumé du rapport annuel du Haut conseil pour le climat

Le Haut conseil pour le climat est un organisme indépendant chargé de donner des avis et d'émettre des recommandations sur la mise en œuvre des politiques et mesures publiques pour réduire les émissions de gaz à effet de serre de la France. Il a vocation à apporter un éclairage indépendant sur la politique du gouvernement en matière de climat. Le Haut conseil pour le climat a été installé le 27 novembre 2018 par le Président de la République et par décret du 14 mai 2019. Ses membres sont choisis pour leur expertise dans les domaines de la science du climat, de l'économie, de l'agronomie et de la transition énergétique.

https://www.hautconseilclimat.fr/wp-content/uploads/2022/09/HCC_Rapport_GP_VF.pdf

Il contient de nombreuses informations, telle que :

- D'OU PROVIENNENT LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE EN FRANCE ?
- COMMENT ÉVOLUENT LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE DE LA FRANCE ?
- QUE FAIT LA FRANCE POUR RÉDUIRE SES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE ?

"Glacier" de Camille Étienne

Trois ans après l'énorme retentissement de son court métrage "Réveillons-nous", l'activiste écolo signe "Glacier". Un film tourné en Savoie, où un orchestre joue au pied d'un glacier pour alerter sur la fonte des neiges éternelles.

<https://www.telerama.fr/ecrans/sur-youtube-camille-etienne-lance-un-symphonique-sos-pour-sauver-notre-planete-7013715.php>

Lieux collectifs, réinventer la propriété

On connaissait des structures comme Terre de liens, qui propose d'acheter collectivement des terres cultivables pour faciliter l'installation de jeunes paysan·nes, et sortir des terres agricoles de la spéculation foncière. Ces dernières années, des projets voisins sont nés concernant le foncier bâti. Leur ambition est de tenir la propriété capitaliste plus ou moins à distance, par des stratégies variées, au profit de collectifs engagés. Nous en présentons deux dans ce dossier. Chacune à sa manière, Villages Vivants et Antidote permettent de sortir de la spéculation immobilière, en

mobilisant des formes collectives de propriété et en mobilisant l'épargne solidaire. Découvrons ces expériences précurseuses d'un nouveau rapport à la propriété.

<https://www.revuesilence.net/numeros/517-Lieux-collectifs-reinventer-la-propriete/>

Possibilité de commander le numéro sur @ ou de l'acheter dans certains magasins du réseau biocoop.

Le monde et sa propriété

Documentaire en 4 épisodes

Gérard Mordillat et Christophe Clerc interrogent 14 chercheuses et chercheurs de différents pays et cultures sur la notion de propriété. D'où vient-elle ? Comment s'applique-t-elle aujourd'hui aux questions du corps, de l'intelligence, de la nature ?

<https://www.arte.tv/fr/videos/RC-023187/le-monde-et-sa-propriete/>

<http://www.regards.fr/la-midinale/article/la-propriete-est-l-outil-le-plus-efficace-pour-comprendre-le-monde-13910>

Petites annonces

Conférence gesticulée De la fourche à la fourchette... Non! L'inverse!

Le collectif Bio&paysan72 invite Mathieu Dalmais pour découvrir sa conférence gesticulée abordant la Sécurité sociale de l'Alimentation, qui sera suivie d'un temps d'échanges.

<https://sarthe.demosphere.net/rv/4637>

Le Temps des merises : chantier de construction d'un dôme

La SCIC Le Temps de merises rachète des terres pour les préserver et permettre l'installation de paysan.es. Afin de pourvoir à leurs besoins, elle construit un dôme en matériaux de récupération.

lien public du sondage pour s'inscrire : <https://date.colibris-outilslibres.org/zSHGCBnlalEcKw49>

contact : ltdm@gmx.com

Soutenez *Pour la vie* et sa diffusion en salles !

Ce film est totalement produit en autofinancement par fokus21, association loi 1901 à but non lucratif créée il y a bientôt 20 ans. Nous avons besoin de votre soutien pour qu'il soit programmé et vu !

<https://www.fokus21.org/pourlavie/le-film-et-le-dvd/>

Synopsis :

500 ans après la conquête du Mexique par les Espagnols, les zapatistes, peuples indigènes insurgés du Chiapas, font le trajet inverse pour à leur tour envahir l'Europe, mais cette fois-ci, de manière consensuelle. Envoyé en reconnaissance, l'Escadron 421, arrivé par la mer à bord de la Montaña, débarque en Espagne et rebaptise le vieux continent « Terre Insoumise ». Une délégation aéroportée, plus massive cette fois, prend ensuite le relais pour rencontrer celles et ceux qui luttent «en bas à gauche» contre «l'hydre capitaliste». Ce film documente certaines étapes du Voyage pour la vie des zapatistes et raconte depuis le collectif « Dzln » de Douarnenez en Bretagne, comment des militant.e.s de toute l'Europe vont s'organiser, avec leurs différences et divergences, pour accueillir ce voyage et ces échanges inédits.

Village des alternatives organisé par l'association Univ'Vert le vendredi 10 février 13h-17h à la salle Eve

économie circulaire et alternative, vrac, déchets.

Univ'Vert : association étudiante ayant pour but de promouvoir l'économie circulaire et l'urbanisme durable.

contact : Email : asso.univvert@gmail.com

Enquête pour augmenter la participation aux actions écologistes

Nous reproduisons un message reçu sur la boîte d'Alternatiba... à chacunE d'y participer s'il le trouve pertinent!

Bonjour,

Je m'appelle Guillaume Cosnier. Je suis étudiant en première année d'ingénierie psychosociale à Poitiers. J'étudie les théories explicatives, mises à l'épreuve d'expériences scientifiques, concernant les mécanismes psychologiques sous-tendant la formation des idées, des affects et des comportements sociaux.

J'ai décidé de suivre cette formation dans le but de servir les mouvements sociaux visant une société plus équitable (économiquement et socialement parlant) et écoresponsable : en augmentant la participation ; en développant des moyens d'actions ; en produisant des données sur l'efficacité des actions. Cette année, j'ai cherché à réaliser un stage dans l'objectif d'identifier les facteurs qui seraient liés à la participation aux actions écologistes. J'ai reçu une réponse positive de la part du groupe local Europe Ecologie Les Verts Poitou-Charentes pour accueillir ce stage. Je vais réaliser une revue de la littérature scientifique sur les comportements activistes et plusieurs enquêtes afin d'identifier les facteurs sur lesquels il faudrait agir pour augmenter la participation citoyenne aux actions écologistes en général.

La première enquête que je réalise consiste à relever les structures et actions d'actualité en France. En effet, pour étudier ce qui ferait que le public serait plus ou moins prêt à s'engager dans les

actions écologistes, il faut déjà savoir quelles actions sont réalisées, et pour étudier le type de structures dans lesquelles ils se reconnaissent, il faut déjà en avoir une liste. Ce travail est guidé par plusieurs principes éthiques.

La participation aux enquêtes est anonyme, l'enquête est hébergée sur mon serveur privé, les adresses IP ne sont pas enregistrées, le service utilisé : LimeSurvey est Open Source. Les résultats de ce travail (synthèse de la littérature scientifique et résultat des enquêtes) seront partagés avec les organisations écologistes qui le souhaitent et sont destinés à servir l'écologie en général, et non pas EELV spécifiquement.

Je vous contacte pour vous demander de m'aider dans ce travail en faisant tourner mon questionnaire dans votre réseau. J'ai besoin d'avoir récolté les données fin janvier afin de passer à la suite : déterminer les facteurs liés à l'intérêt pour participer à différentes actions et pour s'engager auprès de différentes organisations.

Le présent questionnaire comprend une série de questions ouvertes portant sur : les actions connues, celles auxquelles on a déjà participé, les organisations connues, celles dans lesquelles nous sommes engagés (optionnel si les personnes se méfient malgré l'anonymisation totale des données), l'intérêt et l'intention pour participer à des actions écologistes, et enfin des questions sociodémographiques (age, genre, ville, niveau d'études) :

<https://enquetes.psychoscope.net/index.php?r=survey/index&sid=449528&lang=fr>

Si vous souhaitez échanger au sujet de mon travail, je vous invite vivement à m'écrire, que ce soit par e-mail, téléphone, via Signal ou Télégram, ou en me suggérant d'autres canaux de communication. Je pourrai ainsi vous partager mon travail. Si vous avez des connaissances qui réalisent le même type de mission, je serais également très heureux de faire leur connaissance.

Bien à vous,

Guillaume Cosnier

Téléphone : 0783145015

Telegram : @redm0_0d

Site Web : <https://www.guillaumecosnier.psychoscope.net>

Questionnaire <https://enquetes.psychoscope.net/index.php?r=survey/index&sid=449528&lang=fr>

Plénière de février le mercredi 15, à partir de 18H30, à la maison des citoyenNEs!

Prochain PAD pour créer le programme de la plénière de février :

https://semestriel.framapad.org/p/202302_plenierealternatiba

Et tous les RdV militants sur [démosphère](#), *outils participatif temporaire pour accompagner la fin de l'aliénation aux outils numériques!*